

Politisons l'Europe économique

Libération du 6 novembre 2002

Jean-Paul Fitoussi est président de l'OFCE. Dernier ouvrage paru : «la Règle et le Choix. De la souveraineté économique en Europe», Paris, Le Seuil/La République des idées, 2002.

L'élargissement de l'Europe passe par une redéfinition de ses règles économiques qui devront se conformer aux principes de la démocratie.

La crise du pacte de stabilité sera suivie, demain, d'une crise de la Banque centrale européenne et de la Politique agricole commune.

Une idée très répandue veut que chaque nouveau pas dans la construction européenne permette de consolider le pas précédent. Ainsi, l'euro est-il venu logiquement parfaire le grand marché européen selon le principe «un marché unique, une monnaie unique». La même logique voudrait qu'après avoir construit l'Europe économique, le temps soit venu d'y ajouter l'Europe politique comme on ajoute un étage supplémentaire à une maison. Eh bien, non. Ce serait oublier que le marché et la politique relèvent d'ordres hétérogènes, l'organisation rationnelle du premier pouvant exiger que l'on réduise par des règles contraignantes l'espace du second.

A vrai dire, le choix du marché comme mode privilégié d'intégration fut un choix politique d'autolimitation de la sphère publique. Faire l'Europe politique implique de revenir sur ce choix et de s'inscrire en rupture plutôt qu'en continuité avec le passé de la construction européenne. Cette nouvelle étape est donc davantage un bouleversement qu'une simple extension : elle suppose une révision des règles architecturales qui ont présidé à l'édification des étages précédents, et notamment aux fondations économiques de l'Union ; a fortiori, dans une Union à 25.

La maison européenne appelle ainsi plus qu'une série d'ajustements techniques : une refondation de ses procédures de construction. Dans leur configuration présente, ses institutions économiques et le type de gouvernance qu'elles impliquent ne pourront soutenir ni une Europe politique désireuse de susciter l'adhésion des populations, ni une Europe élargie capable de poursuivre son oeuvre de pacification et de développement à l'échelle continentale, ni une Europe souveraine soucieuse de peser sur l'organisation du monde.

Pour le dire autrement, nous allons devoir politiser l'Europe économique. Cette ambition ne relève plus du projet, mais d'une nécessité historique impérieuse. La crise actuelle du pacte de stabilité et de croissance en offre un premier signe. Derrière ce que d'aucuns présentent comme un simple ajournement des objectifs ou comme un assouplissement conjoncturel, se cache un véritable petit séisme logique : le retour en force du choix politique délibéré contre un compromis consensuel sur des règles par trop contraignantes. Faut-il y voir une régression de la construction communautaire au bénéfice des égoïsmes nationaux ou bien une crise salutaire, une opportunité de combler ce que le lieu commun appelle, je crois avec raison, le déficit démocratique européen ? Difficile à dire. Mais ce qui est sûr, c'est que nous n'avancerons pas vers une nouvelle Europe en nous contentant de stigmatiser lesdits égoïsmes. Car ce qu'ils révèlent au premier chef, c'est l'excessive rigidité et le manque de «sensibilité» démocratique des règles du pacte de stabilité. Ils mettent au jour l'épuisement d'une logique d'intégration qui, pour ne pas froisser la société des nations, n'avait jamais érigé un lieu européen de la souveraineté communautaire, mais, qui, par contre, pour concrétiser et pérenniser la gestion des intérêts communs,

avait obtenu des Etats des concessions successives et dressé des règles de plus en plus strictes, de moins en moins capables de s'adapter aux situations particulières et aux retournements conjoncturels. L'Europe de demain appelle une gouvernance économique rationnelle et cohérente, mais qui, dans le même temps, soit solidement arrimée aux choix collectifs des populations européennes.

La crise du pacte de stabilité n'est qu'un exemple. Elle sera suivie demain sans doute d'une crise de la Banque centrale européenne (surtout pour ce qui concerne la définition de ses objectifs), de la Politique agricole commune, etc. Nous ne sommes qu'au début du processus de politisation de l'Europe, et il comporte de sérieux risques de régressions collectives dans l'une comme dans l'autre direction : celle du renoncement à la souveraineté par une acceptation à contrecœur de dispositifs de plus en plus contraignants ; celle du renoncement à maîtriser ensemble l'avenir, en défaisant ce qui existe sans rien y substituer. C'est précisément pour cette raison que les Européens convaincus ne doivent pas laisser aux sceptiques le soin de critiquer et d'amender l'Europe économique. Il faut rompre le face-à-face stérile entre les «inconditionnellement pour» et les tout aussi «inconditionnellement contre» le mode actuel d'intégration de l'Europe. La crise présente de l'UE marque la fin d'un certain processus de construction communautaire - par des règles strictes érodant progressivement la marge de manoeuvre des préférences collectives -, mais peut être aussi, si nous le voulons, le début d'un nouveau cycle - par des choix délibérés qui émaneront de la combinaison raisonnée des souverainetés nationales et d'une souveraineté européenne dont la situation présente révèle l'évidente nécessité.

De toutes façons, la perspective de l'élargissement ne laisse guère le choix. Si la vocation historique de l'Europe est non seulement de pacifier le continent et d'y installer durablement un modèle de développement, mais aussi de prendre ses responsabilités géopolitiques et de produire de la sécurité et de la stabilité au-delà de ses propres frontières, alors nous ne pouvons proposer aux pays d'Europe centrale et orientale d'intégrer une communauté qui se résumerait soit à une sédimentation de règles libérales et d'institutions indépendantes juxtaposées, soit à un syndicat de copropriétaires gestionnaires sans autre projet que la conservation de leur patrimoine respectif. Nous devons faire l'Europe politique et conformer aux principes de la démocratie son gouvernement économique.